



## Lettre n°20/06

### « Après la première bataille »

Après l'attaque surprise du virus en début d'année et la bataille sanitaire qui a suivi, voici maintenant la bataille économique et financière, conséquence directe de la précédente et des décisions prises pour y faire face. Cette bataille promet d'être longue et aux conséquences durables.

En fait il ne s'agit pas d'une simple crise mais d'une guerre longue, ponctuée de combats intenses. Mais n'est-ce pas le destin des peuples de devoir se battre pour survivre et se rassembler pour vaincre ? Une chose est certaine : le salut de notre pays ne passera pas par la division des Français !

Nous ne pourrons redresser la situation économique et repartir vers des objectifs qui doivent être ambitieux qu'en analysant froidement la situation après cette première bataille, en définissant une stratégie simple avec des objectifs clairement identifiés et expliqués et en s'appuyant sur l'ensemble des Français qui devront continuer à faire preuve de courage et d'ingéniosité, de cohésion et de persévérance.

#### **Le préalable de la confiance**

Il n'y aura pas de véritable redémarrage sans la confiance des Français en ceux qui ont exercé des responsabilités depuis 6 mois dans cette crise. Les erreurs et les fautes commises avant et durant la préparation et la conduite de cette première bataille devront être clairement et rapidement identifiées et reconnues. Il faut que soit établi un bilan sans concession mais sans démagogie, ni règlement de comptes ou calcul politicien pour épurer le passé, sanctionner les médiocres et les négligents, récompenser et honorer les meilleurs afin d'entamer la deuxième bataille sur des bases solides.

Le principe de responsabilité est d'autant plus fondamental à appliquer avec rigueur, que les Français, dans leur écrasante majorité, ont obéi aux consignes gouvernementales et se sont pliés aux contraintes imposées par le confinement. Si les multiples interrogations (sur les masques, les tests, ...) ne reçoivent pas très vite des réponses claires et argumentées, comment peut-on alors imaginer que les Français s'engageront à fond dans la reconstruction économique et financière de notre pays ?

#### **L'armée au cœur de la Nation**

Dans cette bataille sanitaire, les armées ont été engagées au mieux avec des moyens réduits d'autant plus que leurs ressources financières ont été continûment diminuées durant près de 40 ans et ce jusqu'à 2016. Comme l'a rappelé devant la commission du Sénat la directrice du service de Santé des Armées (SSA), celui-ci « a répondu présent à hauteur de ses moyens, lesquels ne sont pas, et n'ont jamais été conçus pour répondre à des problématiques de santé publique à l'échelle de notre pays : la SSA a pour raison d'être le soutien des armées et la satisfaction du contrat opérationnel ».

Les aéronefs des armées de l'Air et de Terre, les porte-hélicoptères de la Marine et les unités spécialisées de l'armée de Terre - notamment de décontamination - ont apporté, dans l'urgence, les capacités et expertises manquantes dans le cadre de l'opération *Résilience*. Mais simultanément, les armées devaient elles-mêmes lutter contre la Covid-19 et prendre des dispositions pour continuer à assurer les missions qu'elles sont seules à pouvoir mener : dissuasion nucléaire, renseignement stratégique, sécurité de l'espace aérien et des approches maritimes, opérations extérieures (au Sahel et au Moyen-Orient) et intérieures (*Harpie* en Guyane et *Sentinelle*).

Enfin, elles devaient continuer à recruter, former, entraîner afin que les forces engagées soient au meilleur niveau opérationnel et que les contraintes du confinement n'induisent pas des pertes accrues en raison d'une préparation opérationnelle insuffisante.

## **L'armée et l'industrie de Défense dans la bataille économique**

Le premier enseignement de la crise est le constat d'une dépendance excessive de notre pays à certains produits à caractère stratégique fabriqués à l'étranger. Plusieurs faits avaient alerté nos responsables : rupture d'approvisionnement de médicaments importants, interdiction de pouvoir exporter certains de nos matériels militaires en raison de la présence de composants provenant d'Allemagne ou des États-Unis...

Pourtant, et même si l'armement individuel petit calibre est maintenant d'origine étrangère (fusil d'assaut allemand, fusil de précision belge), l'essentiel de nos systèmes d'armes est conçu et fabriqué en France. L'industrie de Défense représente 200 000 emplois directs et indirects. C'est une industrie de haute technologie articulée autour de grands groupes leaders européens ou mondiaux, irriguant des milliers de PME très spécialisées sur des niches d'excellence. Cette industrie s'appuie sur la commande publique financée essentiellement par le budget équipement des armées (plus de 15 Md€/an) dont les postes les plus importants se situent dans les secteurs aéronautique et spatial, naval, nucléaire, télécommunication et informatique.

Alors que la Défense, qui est au cœur du « régalién », souhaite, depuis quelques années, renforcer l'autonomie stratégique de la France, comment ne pas s'opposer à ceux qui seraient tentés de revenir sur les choix de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 ? Il serait plus pertinent d'accélérer, de compléter, voire d'accroître l'équipement de nos forces aujourd'hui pour renforcer nos créneaux d'excellence et nos exportations, mais aussi pour innover dans des technologies qui sont souvent duales comme le sont à cet égard le nucléaire et le spatial où la France est encore le leader européen.

Les défis à relever dans cette deuxième bataille sont considérables et requièrent l'engagement de tous les Français. Il revient plus que jamais aux dirigeants politiques de montrer l'exemple du désintéressement personnel et d'agir dans le sens du seul service de l'intérêt général.

*LA RÉDACTION de l'ASAF*  
[www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)